



RENO (William)

Warlord Politics and African States

Boulder, Lynne Rienner, 1998, 257 pages.

Dérivée du *tuchun* chinois, la figure du « seigneur de guerre » fascine depuis longtemps. À partir de l'exemple tchadien, une école dite du *warlordism* a notamment été développée par Robert Charlton et Roy May (« Warlordism and militarism in Chad », *Review of African Political Economy*, n° 45, 1989, pp. 12-25). En se référant aux 1 300 *tuchun* et aux 140 conflits distincts qui avaient ensanglanté la Chine de 1816 à 1928, une telle analyse insistait sur les dynamiques locales et la militarisation de l'Afrique plus que sur la déliquescence du pouvoir central et le caractère factieux de l'élite nationale. Elle ne se satisfaisait pas d'une explication de la violence par le seul effondrement de l'État postcolonial.

En cela, l'œuvre de William Reno s'inscrit dans une certaine continuité. En effet, son postulat de départ est aussi que l'émergence de seigneurs de guerre est une cause et non une conséquence de l'affaiblissement d'États qualifiés de fantômes, les *shadow states* (p. 5). Prenant acte des phénomènes de *straddling*, c'est-à-dire de chevauchement ou de coïncidence des intérêts publics et privés, W. Reno met l'accent sur l'impact économique de ces divers seigneurs de guerre. L'originalité de son travail, explique-t-il, est d'étudier la relation entre le chef d'un État faible et ses partenaires étrangers (p. 8). Il en ressort que les États faibles sont viables par défaut car il n'existe pas d'autres intermédiaires capables d'instrumentaliser les relations économiques avec le monde développé. Pour les Occidentaux, mieux vaut traiter avec un régime déliquescant qu'avec rien ! Les chefs d'État qui peuvent combiner une reconnaissance internationale avec les techniques coercitives du seigneur de guerre sont capables d'attirer de nouveaux investisseurs. Malgré l'absence de contrôle territorial, une souveraineté nominale leur permet d'être un interlocuteur obligé pour signer des contrats. Cela leur a permis d'« internaliser » les gains de l'échange inter-

national et de reconstituer des clientèles politiques en se débarrassant des vieux réseaux alimentés par les alliances du temps de la guerre froide (pp. 222-223). Il se trouve en outre qu'une telle évolution va dans le sens de la privatisation de l'économie et convient parfaitement aux tenants du néolibéralisme.

Cela dit, les quatre pays étudiés par W. Reno sont des États côtiers, à la différence du Tchad, enclavé, qui servit en son temps d'appui au raisonnement d'un Charlton. Du fait de leur situation géographique, le Libéria, la Sierra Leone, le Nigeria et l'ex-Zaïre sont mieux à même d'externaliser leurs ressources. Ces pays ont ainsi accaparé en 1995 plus de la moitié des 20 millions de dollars d'investissements privés en Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud. Tous ont bénéficié d'anciennes relations commerciales et maritimes avec le reste du monde.

Le risque de l'analyse proposée ici est de surestimer la capacité des seigneurs de guerre à capitaliser sur leur rôle d'intermédiaire. W. Reno est si convaincu de leur inventivité dans ce domaine qu'il trouve peu de limites à leur puissance. Pour lui, le problème de la reconnaissance internationale n'est pas un obstacle, puisqu'il peut être contourné par des contrats *ad hoc* et instrumentalisés à terme en cas de prise du pouvoir. Le danger viendrait plutôt de la concurrence des autres seigneurs de guerre et des divisions internes qui ont, par exemple, provoqué la fragmentation des mouvements armés au Libéria (pp. 102-106). Dans cette optique, on en vient à oublier un peu vite que l'absence de reconnaissance internationale pénalise le développement de territoires autonomes tels que le Somaliland. Ce « surdimensionnement » du seigneur de guerre dans la vision de W. Reno va de pair avec un certain flou artistique, pour ne pas dire conceptuel. *Stricto sensu*, le *warlordism* d'un Charlton définissait le « seigneur de guerre » à partir de la reconnaissance par les armes de pouvoirs régionaux basés sur une autorité très personnalisée. On peut alors s'étonner de trouver le Nigeria présenté comme un cas d'espèce, celui-ci n'étant pas

officiellement en guerre et comptant même parmi les rares pays africains où les mouvements d'opposition n'ont pas opté pour la lutte armée : l'exception biafraise avait été le fait de mutins sortis du rang des militaires. L'auteur s'avoue d'ailleurs gêné parce qu'il reconnaît que l'administration nigériane est relativement capable et beaucoup mieux implantée que dans l'ex-Zaïre. Ramener la brutalité d'un Abacha à la violence d'un seigneur de guerre, c'est soit méconnaître la réalité du terrain, soit, plus probablement, vouloir élargir le champ d'investigation de la démonstration, au risque de la dissoudre.

En effet, si le *warlordism* consiste à faire usage d'une répression disproportionnée contre l'opposition, à diviser pour mieux régner, à armer des gangs pour combattre ses ennemis par procuration et ainsi à cautionner la prédation ou les rackets de protection, comme semble l'entendre W. Reno (pp. 185-200), alors presque tous les chefs d'État africains sont, d'une manière ou d'une autre, des seigneurs de guerre à la tête d'empires mafieux où viennent se servir les alliés qui constituent une mouvance présidentielle. Le seigneur de guerre n'est-il pas plutôt l'une des multiples figures de la criminalisation du politique en Afrique subsaharienne ? Cet ouvrage lance des pistes passionnantes, mais nous laisse un peu sur notre faim, malgré sa richesse et sa grande diversité.

Marc Antoine Pérouse de Montclos

CHRÉTIEN (Jean-Pierre)

Le Défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi, 1990-1996

Paris, Karthala, 1997, 400 pages.

Ce volume, signé par l'un des grands spécialistes de la région des Grands Lacs, reprend en partie les interventions, nombreuses et passionnées, qu'il a faites dans les médias et ailleurs depuis le début de années 90. Le livre s'articule autour de quatre grandes parties : une première, introductive, sur « Hutu et Tutsi : de vraies fausses

ethnies » ; les deux suivantes sur, respectivement, le génocide au Rwanda et au Burundi ; la dernière enfin, totalement inédite, intitulée « la négation dans tous ses états ». Je ne reviendrai pas sur les travaux de Jean-Pierre Chrétien, qui sont connus en France comme à l'étranger. Celui-ci a œuvré depuis fort longtemps à la meilleure compréhension de ces deux pays dont on s'est le plus souvent désintéressé faute de comprendre l'histoire de leurs déchirures internes.

Le défi de l'ethnisme marque par la systématisation de l'étude de ce que l'auteur baptise fort pertinemment l'ethnisme. L'effet cumulateur des chapitres de ce volume nous permet d'appréhender, dans toutes ses subtilités mais aussi dans toute sa sauvagerie, ce phénomène – et par la même de mieux saisir l'histoire récente du Rwanda et du Burundi. Le génocide n'est pas inscrit dans la destinée de ces deux pays mais s'explique logiquement dans leur histoire. Le lecteur de ce livre, quand bien même il serait en fort désaccord avec l'auteur, ne pourra en toute objectivité s'abstenir d'en suivre l'argumentation. La quatrième partie de l'ouvrage s'attelle justement à dénoncer le silence complice sur les faits impliqués, voire la banalisation insoutenable d'événements dont l'auteur récuse qu'ils soient autres qu'un génocide délibéré.

Cet ouvrage indispensable ne ralliera peut-être pas tous les suffrages ; mais il fait preuve d'un courage intellectuel qu'il est important de souligner. Sa lecture s'impose pour ceux qui cherchent à comprendre la genèse de ce génocide africain.

Patrick Chabal

MAINGUY (Claire)

L'Afrique peut-elle être compétitive ?

Paris, Karthala, collection « Économie et développement », 1998, 215 pages.

Claire Mainguy aborde un sujet intéressant et fondamental pour comprendre l'économie africaine : la compétitivité des activités et de l'économie du continent en général. Le plus grand



apport du livre est incontestablement sa partie méthodologique, avec l'inventaire des différentes définitions, conceptions, indicateurs de la compétitivité et les analyses fines de ses différentes composantes. L'auteur souligne maintes fois combien le choix des données et des variables (marchés, prix, taux de change, coûts) et le choix des techniques de calcul (pondérations, qualification des produits, niveaux de décomposition) influencent l'appréciation économique que l'on peut avoir d'une situation ou d'un phénomène. Elle montre aussi très bien la fragilité des indicateurs de compétitivité, largement dépendants d'autres facteurs économiques et sociaux. Ces précisions sont fondamentales pour comprendre la complexité des enjeux économiques en Afrique. L'ambition du projet et la finesse de l'analyse méthodologique rendent un peu décevante en revanche la suite de l'analyse. On comprend qu'il est assez difficile d'avoir une vision globale de la compétitivité en Afrique. Mais l'on regrettera l'absence de mise en perspective, notamment sur le long terme, l'analyse étant centrée sur la dévaluation du FCFA. De même, il est dommage que la complexité – auparavant largement mentionnée – des facteurs touchant la compétitivité dans les situations réelles ne soit pas suffisamment prise en compte. Par exemple, alors que le rôle finalement marginal de la politique de change est montré de façon convaincante, il aurait été intéressant de développer le même raisonnement sur d'autres politiques (commerciale, industrielle et financière) pour essayer de déterminer les facteurs réellement déterminants dans la construction d'une compétitivité en Afrique. Il est également dommage que des analyses mentionnées et considérées comme intéressantes par l'auteur (par exemple, le comportement rentier et le rôle des rentes dans les économies africaines) ne soient pas incorporées dans cette analyse complexe de la compétitivité. Cela étant, les économistes liront avec intérêt cet ouvrage sérieux.

Béatrice Hibou

ADJOVI (Emmanuel V.)

Une élection libre en Afrique.

La présidentielle du Bénin (1996)

Paris, Karthala, 1998, 180 pages.

Le livre du journaliste béninois Emmanuel Adjovi sur l'élection présidentielle de 1996 au Bénin est incontestablement une réussite, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, l'auteur écrit dans un style vif et plaisant, faisant ainsi honneur à la profession qu'il représente. Son récit est passionnant et le lecteur sent à toutes les pages l'expérience vécue. Un tel exercice, par un citoyen du pays, aurait pu facilement succomber à l'esprit partisan et trahir des préférences politiques tranchées. Or, E. Adjovi a su éviter cet écueil. Son livre est objectif, ne prend pas position (ou très peu), et cite les arguments des uns et des autres, sans tricher.

Ensuite, l'auteur nous fournit une bonne analyse des enjeux et des dessous de la présidentielle béninoise. La seule chose que l'on pourrait lui reprocher, c'est de commencer par la difficile acceptation, par le président sortant Nicéphore Soglo, du résultat du scrutin, ce qui dérouta un peu le lecteur connaissant mal le Bénin. Heureusement, ce défaut mineur est vite rattrapé. En revenant ensuite en arrière, E. Adjovi se livre à une analyse sans complaisance de la campagne électorale, en se posant la question essentielle : comment expliquer le retour inattendu de l'ancien dictateur Mathieu Kérékou face au brillant gestionnaire Soglo ? Il montre d'une part, dans son chapitre « Les dix erreurs d'Hercule », que le président sortant a perdu la partie justement parce qu'il était un brillant gestionnaire, mais à qui faisaient défaut les autres qualités nécessaires pour diriger un pays africain (la connaissance politique du pays profond, le « sens social ») : « La défaite de Nicéphore Soglo est la sanction populaire de l'idéal étroitement gestionnaire qu'incarrait la jeune génération africaine de chefs d'État technocrates » (p. 174). Il met en relief la genèse du « Kérékou nouveau », touché en quelque sorte par la grâce (« La résurrection du caméléon ») et

qui a su nouer des alliances habiles avec « les faiseurs de roi », assurant ainsi d'extrême justesse sa victoire au second tour.

Par ailleurs, E. Adjovi rend un vibrant hommage à la société civile béninoise dont l'action, selon lui, a été déterminante dans l'issue pacifique du scrutin (en lisant son livre, on se rend compte que le Bénin, lors de la présidentielle, a frôlé la catastrophe à plusieurs reprises) et renvoie à leur place les partisans d'une démocratie « tropicalisée » ou « aux couleurs de l'Afrique ». D'après l'auteur, l'Afrique peut fort bien se passer d'une telle démocratie, bien qu'il reconnaisse honnêtement que, même au Bénin, tout ne va pas pour le mieux. Il porte en effet un jugement assez sévère sur les débuts du nouveau régime Kérékou (« alternance sans alternative ») et est donc loin de verser dans le triomphalisme béat. Même si la présidentielle béninoise représente « le scrutin le plus régulier et le plus transparent depuis l'indépendance des pays africains », comme l'affirme Pierre Barrot, son préfacier (p. 9), E. Adjovi se rend compte que son pays a certes gagné une bataille importante, mais que le combat pour une vraie démocratie doit continuer. Ce en quoi il voit dans doute juste.

Robert Buijtenhuijs

VEIGA (Manuel) (dir.)

*Insularité et littérature aux îles
du Cap-Vert*

Paris, Karthala, 1997, 266 pages. Traduit du portugais par Elisa Silva Andrade.

Cet ouvrage propose une introduction à la littérature de cet archipel atlantique connu en France surtout par les chansons de Cesaria Evora. Structuré en quatre parties cohérentes, ce livre permettra en effet aux lecteurs non avertis de se faire une idée assez claire de la remarquable richesse littéraire de ces dix îles perdues au large de la côte du Sénégal.

Une première partie introductive et historique est suivie par quatre chapitres sur ce que l'on pour-

rait appeler la matérialité de l'archipel : « Ensemencement, pluie et sécheresse », « De la traversée du désert à l'éveil d'une nouvelle *azáguá* », « Le maïs dans le façonnement du système symbolique du peuple capverdien » et « Le maïs, l'espérance et la lutte ». Le cœur de l'ouvrage se trouve dans la troisième partie, constituée de six chapitres introductifs aux différentes facettes de la littérature du Cap-Vert, de ses origines à nos jours. La dernière section du livre est un ensemble de mini-chapitres sur toute une série de recueils importants de cette littérature.

Le grand mérite de cet ouvrage est de présenter aux lecteurs francophones un panorama de l'étonnante culture littéraire que possède le Cap-Vert. Néanmoins, les chapitres sont de valeur inégale et il est certain que le lecteur risque d'avoir du mal à bien saisir toutes les complexités d'une littérature difficile à appréhender sans connaître ses racines historiques, socio-économiques et culturelles. En revanche, ceux qui aborderont cet ouvrage avec une certaine connaissance du Cap-Vert le liront avec intérêt – tout particulièrement les chapitres dix et onze, qui résument de façon concise, mais très claire, la trajectoire récente de la prose et de la poésie de l'archipel. Étant donné le manque de travaux sérieux en langue française sur ce pays, on ne peut que se féliciter de la parution de ce volume dirigé par Manuel Veiga et bien traduit par Elisa Silva Andrade.

Patrick Chabal

BOINVILLIERS (Iris)

*Coopération décentralisée : acteurs,
pratiques, procédures*

Gret/Ministère des Affaires étrangères,
1996, 348 pages.

Ce guide d'information a été conçu à la demande du ministère des Affaires étrangères pour venir en appui aux initiatives des collectivités territoriales qui souhaiteraient s'investir dans le développement. Ces dernières années, la



recherche de nouveaux partenaires, inscrite dans une volonté de décentralisation, a multiplié les intervenants extérieurs à la sphère des ministères dans le domaine de la coopération. Si l'offre française à l'étranger a été ainsi diversifiée, force est de reconnaître qu'il est devenu difficile, pour qui ne maîtrise pas le système, de s'y retrouver. Cet ouvrage a l'avantage de présenter un tableau d'ensemble des acteurs, des pratiques et des procédures de coopération décentralisée, avec un classement qui lui donne la cohérence recherchée et en fait un outil simple, maniable et précis. Une première partie (158 p.) sépare les institutions de coopération bilatérale, ministère des Affaires étrangères et secrétariat d'État à la Coopération, puis les organisations multilatérales, Union européenne et Organisation des Nations unies, montrant ensuite quelques dispositifs spécifiques par zones géographiques (France/Pologne, France/Hongrie, Caraïbes-Guyane, océan Indien, Pacifique Sud). Dans une seconde partie (66 p.) sont détaillés partenaires et réseaux d'appui, organismes professionnels, établissements consulaires, associations de solidarité internationales, partenaires financiers, structures de formation et d'information aux entreprises, organisations représentatives des collectivités locales, réseaux thématiques et géographiques. Pour conclure (44 p.) sont indiquées les procédures de financement du ministère des Affaires étrangères, puis présentées quelques expériences de terrain : Lyon/Viêt-Nam, Champagne-Ardenne/Maroc, Mulhouse/Timisoara, Midi-Pyrénées/Buenos Aires, Côtes d'Armor/Voïvodie d'Olsztyn. On trouvera en fin d'ouvrage des textes de loi, des fiches types de présentation de projets, de devis estimatifs, de comptes rendus techniques. Au-delà des collectivités territoriales, ce guide est une référence indispensable pour les structures de formation professionnelle, les étudiants et les chercheurs s'intéressant à la question des intervenants dans le domaine du développement.

Pierre-Marie Decoudras

LEROUX (Rémi)

Le Réveil de Djibouti 1968-1977.

Simple outil de propagande ou véritable reflet d'une société ?

Paris, L'Harmattan, 1998, 284 pages.

Peut-on s'intéresser à un hebdomadaire gouvernemental conçu comme un organe officiel ? L'auteur démontre qu'il est toujours intéressant d'étudier un journal, même quand il est en position de monopole, comme ce fut le cas pour *Le Réveil de Djibouti*. Dans une introduction très claire, Rémi Leroux justifie les limites chronologiques de son étude : 1968-1977. Il a suivi l'évolution de ce média pendant cette période très particulière pour Djibouti, à l'exception de l'année 1969, qu'il n'a pu se procurer. Au début de la première partie, il brosse à grands traits l'évolution de cet hebdomadaire né dans la mouvance gaulliste en 1943 et qui disparaît avec l'émancipation de ce « confetti » de l'Empire... L'auteur détaille ensuite les caractéristiques principales du *Réveil de Djibouti*. On peut regretter que cette étude de presse, classique mais minutieuse, se termine par deux phrases quelque peu elliptiques sur la publicité au sein du journal, qui auraient mérité d'être développées.

Le deuxième volet, à travers des exemples bien ciblés, analyse les positions de la rédaction face aux événements politiques (le khat est traité ici de façon passionnante), tandis que le suivant aborde des questions de société. Chemin faisant, l'auteur ne perd jamais de vue la problématique du sous-titre et y répond de façon convaincante, en répertoriant par exemple les silences... Les quinze annexes fournies permettent d'étayer les thèses défendues. Les historiens regretteront seulement qu'il n'y ait pas de recoupement de sources : seul un ancien journaliste a été interviewé. Mais tous ceux qui s'intéressent à la presse et/ou à l'Afrique, tous ceux qui vivent ou ont vécu à Djibouti liront avec beaucoup de plaisir cette monographie.

Annie Lenoble-Bart